

Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: - (1998)
Heft: 37

Artikel: Enquête sur l'argent du ménage
Autor: Dieffenbacher, Christoph
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-556064>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Enquête sur l'argent du ménage

PAR CHRISTOPH DIEFFENBACHER

Pour réduire les disparités dans les dépenses de consommation des ménages suisses, il faudrait avant tout diminuer le coût de la nourriture, du logement et de la santé. Telles sont les recommandations qu'une étude de l'Université de Genève adresse à la classe politique.

Le ménage suisse moyen dépense chaque année 74 631 francs. Cette statistique varie sensiblement vers le haut ou vers le bas, selon qu'il s'agit d'une retraitée vivant seule ou d'une famille nombreuse. Le Laboratoire d'économie appliquée (LEA) de l'Université de Genève s'est intéressé de plus près et en détail aux disparités entre les dépenses des ménages.

«Notre travail visait à adresser des recommandations précises aux responsables de la politique économique en vue de réduire les différences de niveaux de vie», déclare le professeur Gabrielle Antille. L'étude qu'elle a menée avec son collègue, le professeur Jacques Silber, se fonde sur les données publiées en 1990 par l'Office fédéral de la statistique en matière de consommation, qu'ils ont analysées selon diverses méthodes, parfois inédites. Les chercheurs définissent comme suit le seuil de pauvreté: la valeur médiane des dépenses des ménages par équivalent adulte (la moitié lui sont supérieures, les autres lui sont inférieures) divisée par deux. Il en résulte que 5 à 7% des ménages suisses sont considérés comme pauvres, les autres étant qualifiés de «riches» par opposition.

La consommation – nourriture, vêtements, logement et transports – constitue le gros des dépenses. Dans ce domaine, les riches dépensent plus de deux fois et demie ce que dépensent les pauvres. L'écart est le plus réduit concernant l'alimentation et la santé, il est surtout grand en matière de transports, de communication, d'ameublement, de loisirs et de culture.



Les 100 francs fictifs

Les différences de priorité entre les couches sociales en ce qui concerne les dépenses de consommation apparaissent plus clairement selon une autre méthode. Ainsi, si un pauvre avait 100 francs de plus à dépenser pour sa consommation, il les répartirait comme suit: 41 francs pour le logement, 15 pour l'alimentation, 14 pour les transports et la communication, 11 pour les loisirs et la culture et 8 pour la santé. Le riche procéderait à la répartition suivante: 24 francs pour le logement, 20 pour les transports et la communication, 10 pour l'ameublement et 5 pour l'alimentation.

Pour les dépenses globales, incluant aussi les impôts, primes d'assurance et autres taxes, les différences sont assez semblables. En raison de la progression fiscale, les riches paient 6,4 fois plus d'impôts que les pauvres et dépensent 3,6 fois plus d'argent pour les assurances. Sur les 100 francs supplémentaires, un pauvre en con-



Photo: Laurent Guiraud

Le prof. Gabrielle Antille propose une réduction des coûts de la nourriture, du logement et de la santé pour diminuer les inégalités dans les dépenses de consommation.

sacrera 81 aux dépenses de consommation, 12 aux primes d'assurance et 5 aux impôts – contre seulement 61 francs en dépenses de consommation, 15 en assurances et 21 en impôts chez le riche.

Elasticité des dépenses

Les chercheurs ont appliqué un concept qu'ils désignent par l'élasticité des dépenses par rapport à certains biens de consommation. Si, par exemple, tous les foyers dépensaient plus d'argent pour les articles de luxe, l'inégalité s'accroîtrait entre les dépenses des ménages (élasticité positive), car les riches en consomment davantage en termes de parts. A l'inverse, l'étude aboutit à la conclusion que, pour réduire l'inégalité des dépenses entre les ménages (élasticité négative), il faudrait en premier lieu diminuer le coût de la nourriture, du logement et de la santé, soit par des subventions soit par une baisse des taxes.

Les ménages de Suisse alémanique sont ceux qui vivent dans les meilleures conditions, tandis que les foyers tessinois figurent parmi les plus défavorisés. Les moins bien lotis sont les ménages de retraités, les plus aisés ceux des professions libérales. Les ménages de couples mariés ont la vie plus facile que ceux de personnes divorcées ou séparées. Autre facteur négatif influençant le niveau de vie: lorsqu'une femme âgée de moins de 30 ans ou de plus de 65 ans est à la tête du ménage. ■

Qui dépense combien pour quoi?

Valeur annuelle moyenne des dépenses de consommation par équivalent adulte en francs

Pauvres		Riches	
5 413	Aliments, boissons et tabac	7 296	Aliments, boissons et tabac
993	Vêtements et chaussures	2 767	Vêtements et chaussures
3 093	Logement et énergie	9 926	Logement et énergie
871	Ameublement	2 844	Ameublement
793	Santé	2 009	Santé
1 402	Transports et communication	5 244	Transports et communication
1 163	Loisirs et culture	3 763	Loisirs et culture
1 448	Autres biens et services	6 077	Autres biens et services
15 177	Total	39 925	Total

PREMIÈRE SUISSE

3300 ménages sous la loupe

A partir de l'année prochaine, pour la première fois, plus de 3000 ménages suisses seront régulièrement interrogés à propos de leur situation. Grâce à cet échantillon, les chercheurs des sciences sociales souhaitent en savoir plus sur la mutation qui affecte la société suisse.

Cette enquête, qui se déroulera sur plusieurs années dans le cadre du Programme de recherche prioritaire «Demain la Suisse», devrait contribuer à améliorer la recherche sur l'évolution sociale de la Suisse.

La première vague d'enquête sur ce panel de ménages commencera au début de 1999 et portera sur 6600 personnes âgées de plus de 15 ans



et appartenant à 3300 foyers de toute la Suisse. Les entretiens, qui se répéteront chaque année, s'appuieront sur un catalogue qui demeurera identique pour l'essentiel. Il comprend surtout des questions relatives à l'individu, à la famille, aux activités professionnelles et non professionnelles ainsi qu'au domaine social.

Les données fournies par ce genre de panel présentent de l'intérêt dans la mesure où les questions s'adressent aux mêmes personnes pendant plusieurs années. Autre aspect important de ce nouvel instrument de sondage: l'évaluation de certaines données au profit d'autres projets de recherche – par exemple, l'analyse du déroulement de la vie et des conditions de vie de diverses classes sociales.